

# ORGANISATION MONDIALE DU COMMERCE

G/SPS/GEN/826

14 mars 2008

(08-1157)

---

Comité des mesures sanitaires et phytosanitaires

Original: anglais

## OUTILS DE L'ONUDI POUR L'ÉVALUATION DES CAPACITÉS SPS – BREF APERÇU

Atelier du FANDC sur les outils d'évaluation des capacités SPS  
31 mars 2008

La communication ci-après, reçue le 10 mars, est distribuée à la demande de l'ONUDI en vue de l'atelier du 31 mars sur les outils d'évaluation des capacités SPS organisé par le Fonds pour l'amélioration des normes et le développement du commerce (FANDC).

---

## **OUTILS DE L'ONUDI POUR L'ÉVALUATION DES CAPACITÉS SPS – BREF APERÇU**

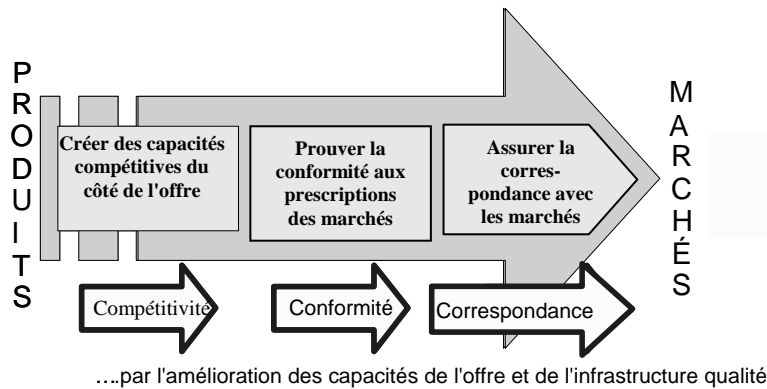
Atelier du FANDC sur les outils d'évaluation des capacités SPS  
31 mars 2008

### **I. INTRODUCTION**

1. L'Organisation des Nations Unies pour le développement industriel (ONUDI) recourt à une approche diversifiée pour faire en sorte que les mesures de mise en conformité avec les prescriptions SPS et OTC soient effectives dans les pays en développement. Ses activités d'assistance technique dans le domaine SPS comprennent la fourniture d'un soutien aux entreprises des chaînes de valeur agro-industrielles, une aide aux pouvoirs publics et aux groupements professionnels, commerciaux et industriels ainsi que des actions visant à renforcer l'infrastructure de normalisation et d'évaluation de la conformité. S'agissant de cette infrastructure, que l'ONUDI a contribué à créer ou à mettre à niveau dans de nombreux pays en développement durant les 40 dernières années, l'Organisation a noué des partenariats stratégiques avec des organismes internationaux de normalisation, de mesure et d'accréditation, dont l'Organisation internationale de normalisation (ISO), la Coopération internationale sur l'agrément des laboratoires d'essais (ILAC), le Forum international de l'accréditation (IAF), le Bureau international des poids et mesures (BIPM) et l'Organisation internationale de métrologie légale (OIML). En outre, elle est membre fondateur du Comité mixte pour la coordination de l'assistance accordée aux pays en développement dans le domaine de la métrologie, de l'accréditation et de la normalisation (JCDCMAS).

2. L'ONUDI, l'un des principaux fournisseurs de l'assistance technique liée au commerce (ATLC) portant sur les questions OTC et SPS, a mis en œuvre des projets nationaux et régionaux d'une valeur d'environ 181 millions de dollars EU durant la période 2001-2007. En réponse au Programme de Doha pour le développement, elle a affiné ses outils d'évaluation des besoins et d'élaboration, d'exécution et de suivi de projets, de manière à répondre plus efficacement à la demande croissante d'assistance technique émanant des pays en développement et des pays dotés d'une économie en transition. Ces outils reposent sur des compétences et connaissances accumulées au sujet des défis et des possibilités que le processus d'intégration au système commercial multilatéral représente pour les pays en développement pour ce qui est de leur capacité d'offre, de leur aptitude à se conformer aux exigences croissantes des marchés sur le plan des normes et de l'évaluation de la conformité ainsi que de leur capacité à accéder aux marchés nationaux, régionaux et internationaux selon l'approche des trois C de l'ONUDI (compétitivité, conformité, correspondance).

ONUDI: RENFORCEMENT DES CAPACITÉS COMMERCIALES



## II. DEMANDE ET FILIÈRES DE COMMUNICATION

3. S'agissant de la demande de services consultatifs et d'assistance technique, les projets de l'ONUDI sont conçus et élaborés à la suite de communications reçues par différentes filières, selon une approche de participation et d'inclusion. Les modalités habituelles sont les suivantes:

- i) présentation, par un gouvernement, d'une demande d'ATLC axée sur les OTC/SPS et visant le cadre juridique, les capacités humaines et institutionnelles et les infrastructures matérielles (adaptation des réglementations aux Accords OTC et SPS, laboratoires nationaux d'essais, structures d'étalonnage mobiles, etc.);
- ii) présentation de demandes par des groupements professionnels tels que les groupements industriels nationaux/sectoriels, les chambres de commerce et d'industrie, les groupements commerciaux, les groupements divers ou les institutions locales telles que les organismes de normalisation, instances de certification, organismes d'inspection et laboratoires;
- iii) identification de nouvelles normes ou de nouvelles procédures d'évaluation de la conformité qui sont susceptibles d'avoir des répercussions importantes sur les exportations ou les importations des pays en développement;
- iv) demande d'action visant à surmonter des difficultés, lorsqu'un produit fait l'objet d'une interdiction d'exportation pour cause de non-conformité; ou
- v) besoin d'assistance dans le processus de négociations bilatérales, régionales ou multilatérales.

4. D'une manière générale, les donateurs sont associés au processus d'élaboration des projets dès la phase initiale, et il arrive souvent que l'ONUDI accorde des fonds de démarrage soit pour effectuer l'évaluation initiale des besoins ou pour contribuer aux mesures correctives qu'exigent des demandes ou problèmes urgents. La méthodologie que l'ONUDI applique pour l'évaluation des besoins exige aussi bien de la recherche documentaire que du travail de terrain, et elle bénéficie de l'appui de son système de représentation sur le terrain couvrant plus de 70 pays par l'entremise des bureaux de pays/bureaux régionaux et des réseaux techniques qui englobent des centres nationaux pour une production plus propre, des centres de technologie, des bureaux de promotion de l'investissement et du partenariat ainsi que des bourses de sous-traitance.

5. Les principaux outils d'évaluation des besoins élaborés et utilisés par l'ONUDI sont brièvement décrits ci-après.

### III. OUTILS DE L'ONUDI POUR L'ÉVALUATION DES CAPACITÉS ET DES BESOINS

#### A. ÉVALUATION DES BESOINS EN FONCTION DU CONTEXTE

6. Sur la base de la demande de formulation d'un projet, l'ONUDI effectue **une recherche documentaire adaptée au contexte ainsi qu'une mission préparatoire/d'évaluation des besoins** afin d'identifier avec précision les défis qui se posent au niveau: a) de la politique gouvernementale et du cadre réglementaire; b) des capacités institutionnelles, spécifiquement des institutions vouées à la qualité et s'occupant du système normalisation-métrologie-essais-qualité (SMTQ); c) des chaînes de valeur du ou des secteurs; et d) des entreprises.

7. La recherche documentaire comprend l'analyse des études diagnostiques disponibles dont l'étude diagnostique sur l'intégration du commerce (EDIC), des stratégies nationales telles que le document de stratégie pour la réduction de la pauvreté (DSRP) ou la stratégie de développement des exportations, ainsi que de toute évaluation spécifique des besoins ou toute évaluation technique effectuée précédemment par l'ONUDI ou d'autres institutions.

8. L'assistance préparatoire comporte souvent une évaluation des capacités des institutions chargées du système normalisation-métrologie-essais-qualité (SMTQ) dans le pays, la collecte de données de base sur la qualité des produits visés et sur la qualité et la quantité des services dispensés par les laboratoires d'essais pertinents et d'autres fournisseurs de services, l'analyse de la chaîne de valeur des secteurs désignés comme stratégiques ou devant bénéficier d'un appui, ainsi que l'analyse du cadre juridique pertinent.

9. En réponse à la demande croissante d'une plus grande cohérence et à la *Déclaration de Paris sur l'efficacité de l'aide*, l'ONUDI collabore et s'associe de plus en plus avec d'autres organisations bilatérales et multilatérales pour l'évaluation des besoins et dans le processus d'élaboration et d'exécution des projets; parmi ces organisations figurent l'OMC, le CCI, la CNUCED, le FANDC, etc.

#### B. ENQUÊTES SUR LES DÉFIS D'ORDRE COMMERCIAL AU NIVEAU DES ENTREPRISES

10. L'ONUDI a élaboré une méthodologie pour les enquêtes menées au niveau des entreprises sur les "défis d'ordre commercial pour les exportateurs" en vue de qualifier et quantifier les problèmes auxquels les exportateurs des pays en développement sont confrontés dans l'environnement commercial régional et international, en identifiant les obstacles communs d'ordre commercial qui sont liés à l'offre, aux normes, à l'évaluation de la conformité et à l'intégration dans le système commercial multilatéral et en examinant les possibilités qui existent de surmonter ces obstacles grâce à l'assistance technique et au renforcement des capacités liés au commerce (AT/RCLC).<sup>1</sup>

11. Les enquêtes visent en particulier les objectifs suivants:

- explorer la nature et la portée des défis concernant les capacités commerciales des exportateurs dans le pays concerné;
- déterminer les facteurs liés à la conformité aux normes dans les différents sous-secteurs;

---

<sup>1</sup> Voir, par exemple: [http://www.unido.org.lb/macle/downloads/macle\\_presentation.pdf](http://www.unido.org.lb/macle/downloads/macle_presentation.pdf) ou <http://www.un.org.pk/unido/trta-interventions.html>.

- évaluer l'incidence des normes et règlements techniques sur la valeur des ventes à l'exportation; et
- identifier les mécanismes qui pourraient permettre d'améliorer les résultats à l'exportation.

12. À l'aide de la méthodologie élaborée, des enquêtes pilotes ont été réalisées dans divers pays (dont l'Arménie, Bahreïn, le Cambodge, la Jordanie, la Guinée, le Ghana, le Kenya, la RDP lao, le Liban, le Pakistan, Sri Lanka et le Viet Nam – et d'autres pays où les enquêtes ont été amorcées: le Bangladesh, le Bhoutan, l'Inde, la Libye, les Maldives et le Népal) de différentes régions géographiques, se situant à différents niveaux de développement économique et ayant des structures économiques différentes.

C. CONTRAINTES DU CÔTÉ DE L'OFFRE DANS LES PRINCIPAUX SECTEURS D'EXPORTATION  
– OUTIL D'ANALYSE DE LA COMPÉTITIVITÉ DE L'ONUDI

13. Depuis 2004, l'ONUDI met en place un **programme d'analyse de la compétitivité** pour aider les pays à identifier les secteurs et les produits offrant un potentiel de compétitivité et les obstacles du côté de l'offre qui entravent la croissance de leurs exportations. Son outil d'analyse de la compétitivité commerciale et industrielle englobe plusieurs services/produits:

- évaluation à l'échelle nationale de la compétitivité commerciale et industrielle. Cette évaluation permet de situer le pays sur la scène industrielle internationale et analyse les facteurs qui alimentent la croissance de la production manufacturière;
- analyse de la chaîne de valeur des principaux secteurs stratégiques. Cette analyse permet d'identifier les étapes du processus de production qui comportent une forte valeur ajoutée et les conditions dans lesquelles un pays peut tirer profit d'une spécialisation. L'analyse porte aussi sur les marchés d'exportation potentiels;
- méthodologie d'analyse des produits pour les négociations commerciales. Cette méthodologie fournit aux négociateurs un outil objectif pour identifier les produits potentiellement "gagnants" ou potentiellement vulnérables dans le cadre des accords commerciaux;
- coût des activités économiques et transactions connexes. Cette étude porte sur les paramètres qui infléchissent les décisions d'investissement dans les principaux secteurs stratégiques (par exemple, les coûts de main-d'œuvre et autres coûts industriels, les infrastructures et la logistique, les lois et règlements, les arrangements institutionnels, les incitations dans les zones industrielles, les accords commerciaux, etc.); et
- observatoire de l'industrie. Cet instrument procure un accès en ligne à tous les indicateurs de la compétitivité commerciale et industrielle (au niveau tant national que sectoriel) pour permettre d'évaluer les résultats d'un pays par rapport à ses principaux concurrents, aux modèles à suivre et aux menaces mondiales.

14. L'approche que l'ONUDI met en œuvre dans le cadre du programme d'analyse de la compétitivité consiste à renforcer les capacités institutionnelles des homologues nationaux par la sensibilisation, la formation, le transfert de bases de données et de méthodologies ainsi que la création et la supervision de cellules interinstitutionnelles spécialisées dans les principaux ministères et principales chambres.

15. L'ONUDI a formé plus de 60 professionnels dans plusieurs pays, et elle a créé jusqu'ici deux cellules spécialisées (UTEPI) en Équateur ([www.micip.gov.ec/utepi](http://www.micip.gov.ec/utepi)) et au Paraguay ([www.mic.gov.py](http://www.mic.gov.py)).

- L'UTEPI de l'Équateur a produit des rapports sur la compétitivité industrielle en 2004 et 2006, des rapports sur le coût des activités économiques et les transactions connexes en 2004 et 2005 (mis à jour en ligne en 2008) et des études de chaîne de valeur sur l'ananas, le citron/la limette, le cacao<sup>2</sup> ([http://www.unido.org/file-storage/download?file\\_id=72404](http://www.unido.org/file-storage/download?file_id=72404)), les oranges et l'huile de palme.
- L'UTEPI du Paraguay a publié le rapport sur la compétitivité industrielle de 2007 et est sur le point de lancer l'étude sur le coût des activités économiques et les transactions connexes au Paraguay pour 2008. Des études de chaîne de valeur ont été menées à bien pour le cuir et le soja.

16. L'ONUDI a élaboré un programme d'échange destiné à renforcer la coopération et le partage de renseignements entre les institutions des pays bénéficiant de l'aide.

#### D. ANALYSE DES CONTRAINTES AFFECTANT L'INFRASTRUCTURE QUALITÉ

17. Dans le cadre des efforts qu'elle déploie pour contribuer à faire de l'initiative Aide pour le commerce un succès pour l'Afrique, l'ONUDI a élaboré un **questionnaire visant à recenser les lacunes des infrastructures qualité dans les pays africains et à évaluer les besoins spécifiques à cet égard** (promotion de la qualité, métrologie, accréditation, normalisation et évaluation de la conformité), qui devrait permettre de mieux élaborer les projets de renforcement des capacités commerciales aux niveaux national et sous-régional. L'enquête de l'ONUDI sur la situation actuelle des infrastructures qualité a servi de base à la formulation d'un *Plan d'action pour l'Afrique* qui vise à remédier aux faiblesses de ces infrastructures afin de renforcer les capacités commerciales des pays africains et d'améliorer les perspectives de développement économique sur le continent. Les constatations de cette enquête et le projet de plan d'action de l'ONUDI ont été présentés et débattus à la réunion du groupe d'experts sur "l'évaluation du respect des normes et de la conformité pour le développement du commerce durable en Afrique" qui a été organisée conjointement avec l'Union africaine (UA) et s'est déroulée à Tunis en février 2007.

18. Faisant fond sur l'enquête initiale, qui englobait 32 pays africains, l'ONUDI met actuellement à jour les données déjà reçues, tout en élargissant la portée ainsi que le champ géographique de l'enquête. Outre l'Afrique, l'enquête actuelle couvre l'Asie, les États insulaires du Pacifique ainsi que la région arabe.

19. L'enquête vise en particulier les objectifs suivants:

- évaluer les besoins prioritaires en ce qui concerne l'amélioration de l'infrastructure qualité;
- préconiser une assistance technique plus efficace; et
- élaborer des projets sur mesure pour les pays et les sous-régions.

20. Une enquête similaire a été menée à la fin de 2006 dans les six pays membres du Conseil de coopération du Golfe (CCG) (Arabie saoudite, Bahreïn, Émirats arabes unis, Koweït, Oman et Qatar) à la demande de l'Organisation de normalisation du CCG (GSO-GCC). Les résultats de cette enquête

---

<sup>2</sup> Voir, par exemple, [http://www.unido.org/file-storage/download?file\\_id=72404](http://www.unido.org/file-storage/download?file_id=72404).

ont mené à la formulation d'un certain nombre de propositions d'intervention d'assistance à l'échelle nationale/régionale qui incluaient des plans d'action concrets destinés à renforcer les capacités existantes. Ces propositions ont été présentées et débattues lors d'un atelier conjoint GSO-ONUDI qui a eu lieu au début de juin 2007 au siège de l'Office des normes et spécifications de l'Arabie saoudite à Riyad. Entre autres choses, les interventions proposées par l'ONUDI visent l'harmonisation des normes et règlements techniques à l'échelle régionale, le renforcement de la coordination et de la coopération dans le domaine de la métrologie ainsi que l'établissement d'un mécanisme régional d'accréditation à l'échelle du CCG et d'un organisme de certification des systèmes de gestion dirigé par le GSO.

E. ANALYSE DES REFUS/NOTIFICATIONS CONCERNANT DES PRODUITS DE PAYS EN DÉVELOPPEMENT

21. À partir de l'analyse des refus/notifications concernant des produits de pays en développement et émanant de l'Office de contrôle des médicaments et des produits alimentaires des États-Unis (FDA), du système d'alerte rapide pour l'alimentation humaine et animale de l'Union européenne (SARA) et du Japon (Ministère de la santé, du travail et du bien-être), l'ONUDI a élaboré une **classification améliorée des mesures non tarifaires (MNT) et des obstacles non tarifaires (ONT) au commerce**. Cette classification a été élaborée dans le cadre des activités de l'équipe d'appui multiorganisation (MAST) créée par le Groupe de personnalités éminentes sur les obstacles non tarifaires, par l'entremise des sous-groupes SPS/OTC et avec la participation de plusieurs organisations internationales (CCI, CNUCED, Codex Alimentarius, FAO, OCDE, OMC, US-ERS et US-ITC), sous la conduite de l'OCDE et de l'ONUDI.

22. La CNUCED, l'ONUDI et le CCI, en coopération avec d'autres membres de l'équipe MAST (Banque mondiale, FAO, FMI, OCDE et OMC), ont lancé en 2007 un **projet pilote visant la collecte et la quantification de données sur les mesures non tarifaires (MNT)** (projet de document de la CNUCED/DITC, 18 juillet 2007). Ce projet, qui vise à élaborer une méthodologie systématique pour la définition et le recensement des mesures non tarifaires (MNT), couvre neuf pays pilotes (Brésil, Chili, Inde, Kenya, Mozambique, Philippines, Suisse, Thaïlande et Zambie). L'objectif est d'amorcer au niveau des pays une collecte de données qui aidera l'équipe MAST à élaborer un cadre d'analyse en vue d'un effort multiorganisation dans le processus de collecte de données et à réaliser des études d'évaluation sur les incidences des MNT.

---